

MARCHE DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION COMMUN A TOUS LES LOTS (RC)

Représentant de l'acheteur (RA) exerçant la maîtrise d'ouvrage

État – Ministère chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Est

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

M. Le Directeur interdépartemental des routes Est

Objet de la consultation

Remplacement et réparation de joints de chaussée sur ouvrages d'art du réseau
routier national ÉTAT de la DIR Est

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 27/11/2025 à 11 h 00
(Heure locale de l'adresse du Maître d'ouvrage)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	
2-1. Définition de la procédure.....	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	3
2-3. Nature de l'attributaire.....	4
2-4. Durée de l'accord-cadre, délais d'exécution.....	4
2-5. Modifications de détail au dossier de consultation.....	4
2-6. Délai de validité des offres.....	4
2-7. Variantes.....	4
2-8. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense".....	4
2-9. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	5
2-10. Traitement des données à caractère personnel.....	5
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	
3-1. Documents fournis aux candidats.....	6
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	6
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	10
3-4. Documents à fournir par l'attributaire de l'accord-cadre.....	10
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	
4-1. Sélection des candidatures.....	11
4-2. Jugement et classement des offres.....	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	14
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	15
ARTICLE 6. MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE.....	
ARTICLE 7. LITIGES ET CONTENTIEUX.....	
ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne le remplacement et réparation de joints de chaussée sur ouvrages d'art du réseau routier national ÉTAT de la DIR Est.

Elles sont soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Le réseau routier de la DIR Est, qui s'étend sur les départements : 25 – 39 – 51 – 52 – 54 – 55 – 57 – 70 – 88 – 90.

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

À titre indicatif et sans engagement de la part du maître de l'ouvrage, l'estimation en valeur ou en quantité permettant d'apprécier l'ampleur prévisible des commandes est de :

Désignation des lots		Montants estimés sur 4 ans
Lot 1	Remplacement et réparation de joints de chaussée sur le réseau « État » du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie de Franche-Comté (SREI-FC)	1 800 000 € HT 2 160 000 € TTC
Lot 2	Remplacement et réparation de joints de chaussée sur le réseau « État » du Service Régional d'Exploitation du Grand-Est (SREX-GE)	800 000 € HT 960 000 € TTC

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

Les prestations feront l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles R.2162-2, R. 2162-4 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie. La consultation porte sur 2 lots géographiques désignés ci-après qui seront traités par **accord-cadre à lots séparés** :

Désignation des lots		Montant maximum pour toute la durée du marché (sur 4 ans)
Lot 1	Remplacement et réparation de joints de chaussée sur le réseau « État » du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie de Franche-Comté (SREI-FC)	2 700 000 € HT 3 240 000 € TTC
Lot 2	Remplacement et réparation de joints de chaussée sur le réseau « État » du Service Régional d'Exploitation du Grand-Est (SREX-GE)	1 200 000 € HT 1 440 000 € TTC

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché.

Le prestataire, qu'il soit unique ou en groupement, présentera les capacités techniques et professionnelles en rapport avec les travaux projetés.

En cas de groupement, les candidatures devront clairement indiquer la/les compétence(s) de chaque opérateur économique du groupement,

Les co-traitants sont libres de désigner le mandataire de leur choix.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

2-4. Durée de l'accord-cadre - délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

2-5. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 12 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

2-7. Variantes

Les soumissionnaires doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du soumissionnaire ne sont pas autorisées.

2-8. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

2-9. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

Le maître d'œuvre définit lors de chaque commande le besoin en matière sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le(s) chantier(s) à venir. Ainsi, en fonction des conditions d'intervention sur chantier, un plan de prévention ou un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sera rédigé.

C'est donc lors de l'établissement de la commande et en lien avec l'entreprise de travaux que ce besoin est défini. Le document sera fourni au titulaire s'il y a lieu.

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

2-10. Traitement des données à caractère personnel

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

La Direction Interdépartementale des Routes EST

10-16 Promenade des Canaux

BP 82120

54 021 NANCY Cedex

représenté par Monsieur Le Directeur interdépartemental des routes Est.

Coordonnées du délégué à la protection des données :

bcag.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr

La base juridique du traitement est :

c) et e) de l'article 6.1 du RE 2016-679 du 27 avril 2016.

La ou les finalités du traitement sont :

Le suivi de la présente procédure de passation, l'attribution du marché public et les obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicables aux marchés publics.

Les catégories de personnes concernées sont :

Les données à caractère personnel sont destinées exclusivement aux agents de la direction interdépartementale des routes Est, des ministères et opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

La conservation des données :

Les données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la durée d'utilité administrative applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RE 2016-679 du 27 avril 2016, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux

données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données. La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait **exclusivement** par téléchargement sur le profil d'acheteur sur PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), sous la référence : **2025_JOINTS_CHAUSSEES**

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signatures électroniques (conforme eIDAS) doivent être émises par une personne habilitée à engager le soumissionnaire.

Les soumissionnaires au marché n'ont pas à signer l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre sur la plate-forme des achats de l'État. Seul le titulaire du marché devra signer électroniquement l'acte d'engagement avant la notification du marché.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'acte d'engagement de chaque lot (AE) ;
- Le présent règlement de Consultation (RC)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun aux deux lots (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières communs aux deux lots (CCTP) ;
- Le Document Financier relatif à chaque lot (DF) ;
- Le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires commun aux deux lots (BPUF) ;
- Le cadre de sous détail des prix forfaitaires pour les lots 1 et 2 (SDPF) ;
- Le cadre vignette Crit'Air
- Principales dispositions phasage travaux contrôles
- La carte du réseau de la DIR Est.

3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

dans un sous dossier :

Situation juridique - références requises :

* Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'y a dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1. à L.2141-14 et des articles R.2141-1 à R.2142-14 du Code de la Commande Publique susvisés et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définis aux articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail.

* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire.

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, le représentant de l'acheteur autorise les candidats qui le souhaitent à fournir le Document Unique de Marché Européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2 téléchargeables à partir du lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne permettant aux entreprises d'attester de leur compétence, de leur situation financière ainsi que de leurs capacités lorsqu'elles répondent à un marché public au sein d'un État de l'Union européenne.

Le DUME a pour vocation de simplifier les processus de fourniture de documents et certificats attestant de l'éligibilité d'une entreprise à un marché public.

Le DUME doit être intégralement rédigé en français.

Seul le DUME au format XML à valeur probante.

Les opérateurs économiques peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- soit depuis PLACE : téléchargement de ce formulaire au format XML parmi les pièces de la consultation (identifiant à 8 caractères générés par PLACE)
- soit depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

L'entreprise créant son propre DUME doit nous fournir en répondant à la consultation un fichier intitulé « référence DUME » comprenant une référence de 8 caractères (extension XML).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, seul le mandataire peut déposer son DUME. Pour les autres co-traitants, le mandataire doit fournir :

- soit un DUME distinct en indiquant dans un fichier nommé « référence-DUME » la référence à 8 caractères avec l'extension xml.
- soit le formulaire DC2 (**le DC1 est fourni uniquement par le mandataire**)

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises>.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles. Le chiffre d'affaires minimal requis est de 1 000 000 € pour l'ensemble du marché ;

* Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents conformes à l'annexe 9 de l'arrêté du 22/03/2019 modifié par l'arrêté du 17/03/2021.

Référence professionnelle et capacité technique – niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

* Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

* Les certificats de qualité ci-après, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes :

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C- Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). Dans cette hypothèse, le candidat apporte les justifications des capacités du ou des opérateurs économiques en cause et produit un engagement écrit de ce ou ces derniers justifiants qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

dans un autre sous dossier :

- Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire non signé dans sa version modifiable ;
- Le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans le tableau dédié dans l'acte d'engagement, la répartition des postes techniques par cotraitant.

- Un SOSED pour la gestion des déchets de chantier précisant :
 - la description des déchets, par nature de travaux, qui peuvent être générés par l'ensemble des prestations du présent marché ;
 - la description du traitement de chaque déchet.
- Un Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) comprenant :
 - l'organigramme nominatif de la société et l'organigramme nominatif fonctionnel que le candidat compte mettre en place pour l'exécution du marché,
 - les compétences mobilisées par le candidat,
 - la liste des procédures d'exécution,
 - l'organisation du contrôle intérieur (interne et externe), y compris la liste des points d'arrêt.

En l'absence de Bordereau des prix unitaires et forfaitaires, l'offre sera considérée irrégulière et rejetée.

En l'absence du SOSED, l'offre sera considérée irrégulière et rejetée.

Pièces non contractuelles destinées au jugement des offres :

- Le document financier : cadre ci-joint à compléter sans modification ;
- Une décomposition des prix forfaitaires et/ou unitaires suivants (cadre de décomposition fourni au présent marché)

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix unitaire ou forfaitaire correspondant, limité aux déboursés ou frais directs; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

- Un mémoire technique précisant :

a) des indications concernant la provenance des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants notamment les fiches techniques des bétons à prise rapide et des mortiers de résine.

En outre, l'Entreprise apportera les justificatifs sur les caractéristiques et les performances annoncées, notamment par la présentation d'un Avis Technique du SETRA. En l'absence d'un tel Avis, l'entreprise devra justifier des performances de son produit avec un niveau de garantie équivalent à celui apporté par les Avis Techniques SETRA, notamment en produisant des résultats d'essais. Le Maître d'œuvre basera son agrément sur les exigences de qualité requises pour les joints telles qu'elles sont définies dans le document guide « joints de chaussée » publié par le SETRA (§ 3.2).

Pour ceux de ces produits faisant référence à des normes ou marques de qualité étrangères le candidat fournira tous les documents complémentaires permettant d'apprécier l'équivalence.

Les certificats originaux établis éventuellement dans une langue autre que le français devront être accompagnés de leur traduction en français.

Seuls seront examinés les certificats émis par des organismes accrédités (par des organismes d'accréditation signataires des accords dits "EA" ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme EN 45011).

b) description par l'entreprise de son organisation et des moyens mis en œuvre lors de la réception de 1 ou plusieurs commandes, pour assurer la réalisation simultanée de 3 lignes de joints sur le territoire des lots dont elle est titulaire (qu'elle soit titulaire sur un ou deux lots SREI-FC et/ou SREX-GE) ;

c) une liste des sous-traitants que l'entrepreneur envisage de proposer à l'accord du maître de l'ouvrage après conclusion du marché ;

d) les qualifications et références de tous les chefs d'équipe de pose de joint ;

e) description du mode opératoire détaillé de pose/dépose des joints dans les cas de figure rencontrés au marché ;

f) la description des contrôles internes / externes menés par l'Entreprise dans les opérations de pose / dépose des joints dans les cas de figure rencontrés au marché ainsi qu'une liste de laboratoires par secteurs géographiques, lesquels secteurs seront à décrire avec précision, qui seront appelés à effectuer les essais de contrôle sur les produits de solin, avec fournitures de leurs compétences et qualifications (Cofrac, etc.).

g) Cadre vignette CRIT'AIR complété et copie des certificats d'immatriculation des véhicules

h) Description des démarches mises en œuvre et de l'organisation interne de l'entreprise pour former et sensibiliser ses agents aux enjeux environnementaux de la prestation (ex : formations agent, certifications, ¼ d'heure sécurité, politique interne sur les enjeux

environnementaux...).

i) Fourniture des fiches techniques complètes où figurent les niveaux sonores des différentes catégories d'outils que l'entreprise compte utiliser lors des chantiers de remplacement ou de réparation de joint (groupes électrogènes, compresseurs, marteau piqueur pneumatique, scie à sol thermique, tronçonneuse à sol, perforateur, mini-pelle, bétonnière, etc..).

7) La notice SPS décrivant les mesures particulières que l'entreprise compte prendre en matière de sécurité et de protection de la santé, intégrant notamment le fait que les interventions se situent généralement à proximité de voie(s) sous circulation routière, et prenant en compte les dispositions de la notice SPS (PGC simplifié) jointe en annexe au CCTP du présent DCE.

8) Le Plan de Respect de l'Environnement contenant les cas courants pouvant être rencontrés au marché avec l'identification des déchets spécifiques à l'objet du marché et notamment lors de l'enlèvement des feuillures et dépose/repose des joints et les filières de traitement possibles

En l'absence du mémoire technique, l'offre sera considérée irrégulière et rejetée.

3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Pour l'application de l'art. L. 2141-3 3° du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir, lorsqu'il est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- Les certificats fiscaux **(de moins d'un an)** et sociaux **(de moins de six mois)** ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- Le numéro unique d'identification, délivré par l'INSEE, permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;
- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément aux dispositions de l'article 6 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s) ;
- L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. À défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.
- En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-7.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

3-4. Documents à fournir par l'attributaire de l'accord-cadre

Les attestations d'assurance visées à l'article 3.2 du document accord-cadre seront remises par l'attributaire avant la notification de l'accord-cadre.

Pour l'application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers, définie à l'article 4-3 du document accord-cadre, sera remise par l'attributaire avant la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RA.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le RA examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Critères de notation des offres :

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères de notation définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RA.

Critères d'attribution	Points
Critère prix : Le prix des prestations sera apprécié au regard du bordereau des prix unitaires et forfaitaires et du document financier fourni par le maître d'œuvre et valorisé par le candidat ;	45 points
Critère technique : La valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique.	40 points
Critère environnemental : La valeur environnementale de l'offre au regard du mémoire technique.	15 points

La note finale (N_F) est établie de la manière suivante :

$$N_F = N_P + N_T + N_E$$

Avec N_P note du prix des prestations, N_T note de la valeur technique des prestations et N_E note de la valeur environnementale. **La note finale, notée sur 100 points, est établie en additionnant les notes « prix », « technique » et « environnementale ».**

Méthode d'analyse des offres :

Le critère « Prix » (N_P) est noté sur 45 points.

Pour l'attribution des notes, la formule utilisée pour ce critère est la suivante :

$$\text{Note } (P_i) = 45 \times (P_{\text{mini}} : P_{\text{offre}})$$

P offre représente le prix de l'offre à noter

P mini représente le prix de l'offre la moins-disante

La note obtenue est arrondie au centième le plus proche.

La note maximale de 45 sera attribuée à l'offre la moins-disante

Le prix des prestations sera apprécié au vu des documents financiers dont les quantités sont fournies par la personne publique et les montants valorisés par le candidat.

Le critère « technique » (N_T) est noté sur 40 points.

La notation s'échelonne de 0 à 40 points en fonction de la maîtrise des risques suivants :

→ Maîtrise des risques en termes de délais : 7 points, appréciés au travers du mémoire technique

- Description par l'entreprise de son organisation humaine pour assurer la réalisation classique d'une ligne de joint sur le territoire des lots dont elle est titulaire :

3 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non réponse. **Pondéré à 1/3**

- Description par l'entreprise des moyens technique et matériel mis en œuvre pour assurer la réalisation classique d'une ligne de joint sur le territoire des lots dont elle est titulaire :

3 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non réponse. **Pondéré à 1**

- Description par l'entreprise de son organisation et des moyens mis en œuvre pour assurer la réalisation simultanée de 3 lignes de joints sur le territoire des lots dont elle est titulaire :

3 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non réponse. **Pondéré à 1**

→ Maîtrise des risques en termes de qualité : 30 points, appréciés au travers du mémoire technique

- Description du mode opératoire détaillé de pose/dépose des joints dans les cas de figure rencontrés au marché y compris le planning depuis la prise de commande jusqu'à la réalisation du chantier et les dispositions que l'entreprise compte prendre pour la maîtrise du dosage en eau des mortiers et bétons en fonction des conditions de chantier (température et autres) :

3 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non-réponse. **Pondéré à 2**

- Qualifications, références, expériences de tous les chefs d'équipe de pose de joint :

3 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non-réponse. **Pondéré à 1,5**

- Fourniture des références et avis techniques pour les joints « CEREMA », ou fiche technique et résultats d'essais pour les joints sans avis technique « CEREMA » :

notée 3 points si l'entreprise fournit 100 % des avis techniques des joints proposés ;
notée 2 points si l'entreprise fournit entre 100 % et 75 % des avis techniques des joints proposés ;
notée 1 point si l'entreprise fournit entre 74 % et 50 % des avis techniques des joints proposés ;
notée 0 point si l'entreprise fournit moins de 50 % des avis techniques des joints proposés ;

3 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non-réponse. **Pondéré à 1,5**

- Fourniture de la fiche technique complète du mortier à prise rapide, la fiche technique complète du béton de résine et la désignation d'une liste de laboratoires par secteurs géographiques, lesquels secteurs seront à décrire avec précision, qui seront appelés à effectuer les essais de contrôle sur les produits de solin, avec fournitures de leurs compétences et qualifications (Cofraq, etc.) :

3 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non-réponse. **Pondéré à 1,5**

- Description des contrôles internes / externes menés par l'Entreprise dans les opérations de pose / dépose des joints dans les cas de figure rencontrés au marché ainsi que du compte rendu d'intervention :

3 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non-réponse. **Pondéré à 1,5**

- Description des techniques et précautions entourant les modes opératoires mis en œuvre par le titulaire pour préserver la structure des ouvrages :

3 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non-réponse. **Pondéré à 2**

→ **Maîtrise des risques en matière de sécurité : 3 points appréciés de la manière suivante :**

Description des mesures de protection vis-à-vis de la circulation lors des opérations de pose / dépose de joint prenant en compte notamment des dispositions du 8.4.4 du CCAP :

3 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non-réponse. **Pondéré à 1**

Le critère « environnemental » (N_E) est noté sur 15 points.

– Fourniture des vignettes Crit'air, évaluées avec la formule :

$(Nv0x9+Nv1x7+Nv2x3+Nv3x0+Nv4x0+Nv5x0) / Nt$.

9 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non-réponse. **Pondéré à 1**

- Nv(x), avec x entre 0 et 5, désigne le nombre de véhicules de catégorie « Crit'air » x (entre 0 et 5), utilisés par l'entreprise pour le transport des équipes,

- et Nt le nombre total de véhicules proposés (4 véhicules minimum devront être déclarés dans le tableau fourni au présent DCE)

■ Le barème est donc le suivant :

Catégorie « Crit'air » du véhicule	Points attribués
0	9
1	7
2	3
Autres catégories « Crit'Air »	0

**Si la déclaration comporte moins de 4 véhicules, il sera rajouté le nombre de véhicules nécessaire pour arriver à 4. La note la plus défavorable (0 point) sera attribuée aux véhicules manquants.*

**** Une copie des cartes grises de tous les véhicules déclarés devra être fournie, à défaut la note « 0 » sera attribuée aux véhicules dont la CG sera manquante.**

- Description des démarches mises en œuvre et de l'organisation interne de l'entreprise pour former et sensibiliser ses agents aux enjeux environnementaux de la prestation (ex : formations agent, certifications, ¼ d'heure sécurité, politique interne sur les enjeux environnementaux...);

3 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non-réponse. **Pondéré à 1**

- Fourniture des fiches techniques complètes où figurent les niveaux sonores des différentes catégories d'outils que l'entreprise compte utiliser lors des chantiers de remplacement ou de réparation de joint (groupes électrogènes, compresseurs, marteau piqueur pneumatique, scie à sol thermique, tronçonneuse à sol, perforateur, mini-pelle, bétonnière, etc..).

**l'entreprise devra fournir au minimum les fiches techniques de 3 catégories d'outils. La note la plus défavorable (0 point) sera attribuée aux fiches manquantes.*

3 pts, une note de 0 sera attribuée en cas de non-réponse. **Pondéré à 1**

notée 3 points si la moyenne est < 70 dB

notée 2 points si la moyenne est entre 70 et 100 dB

notée 1 point si la moyenne est entre 101 et 110 dB

notée 0 point si la moyenne est > 111 dB

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du document financier sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce document financier seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du document financier qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans le sous-détail et décomposition des prix forfaitaires figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail et décomposition des prix forfaitaires pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Le RA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois et remise obligatoirement par voie électronique sur le profil de l'acheteur.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le Représentant de l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au Représentant de l'acheteur.

Si les candidats souhaitent soumissionner sur plusieurs lots, ils devront déposer un dossier unique pour tous les lots.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plateforme de dématérialisation, sous la référence **2025_JOINTS_CHAUSSEES**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le Représentant de l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté, soit envoyée avec avis de réception, soit remise en main propre.

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

DIR-EST / SG / BGAM -
10 et 16, Promenade des Canaux – BP 82120
54021 NANCY Cedex
Copie de sauvegarde pour : **2025_JOINTS_CHAUSSEES**
Lot n° _____
Nom du candidat ou des membres du groupement candidat (*) :
« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

La copie de sauvegarde, quelle que soit sa forme, devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique, les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-2-1 du présent RC et selon les modalités de l'arrêté du 22 mars 2019.

ARTICLE 6. MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Chaque document à signer électroniquement doit être signé individuellement.

L'acte d'engagement retourné in fine par le soumissionnaire sera signé au format PDF au moment de l'attribution.

D'une manière générale, la signature des documents est souhaitée de préférence au format PDF intégrant une signature conforme aux exigences du présent article au format PAdES. Il est demandé de veiller à autoriser l'apposition des signatures ultérieures sur les documents signés.
Les documents ne doivent pas être verrouillés.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :
- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ;
- sur le site de la commission européenne :

<https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/home>¹.

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des soumissionnaires.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour

¹ Le lien suivant <https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/home> précise par pays les organismes délivrant des certificats de signature (service dénommé QCert for ESig pour *Qualified certificate for electronic signature* ou certificat qualifié pour la signature électronique).

représenter les autres membres du groupement.

ARTICLE 7. LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Voies et délais de recours

1) Référé pré contractuel (article L.551-1 du Code de la Justice Administrative –CJA), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat.

ou

2) Référé contractuel (article L.551-13 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat).

Autres recours :

3) Recours pour excès de pouvoir contre la décision de l'acheteur d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et / ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois (article R421-1 du CJA) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée.

4) Recours en contestation de validité du contrat (recours de pleine juridiction par la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 DÉPARTEMENT DU TARN-ET-GARONNE, n°358994) par tout tiers susceptible d'être lésé dans leurs intérêts, assorti, le cas échéant de conclusions indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion de l'accord-cadre.

5) Recours indemnitaire (article R.421-1 et suivants du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale. Les recours contre les actes pris pour l'exécution du contrat se font dans les délais prévus par ceux-ci.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le :

Tribunal Administratif de Nancy
5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038
54036 NANCY Cedex.

Tél. : +33.3.83.17.43.43, télécopie : +33.3.83.17.43.50.

Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Site Internet : <https://nancy.tribunal-administratif.fr>

En cas de différend, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ou au médiateur des entreprises conformément aux dispositions aux articles R. 2197-1 à R. 2197-5 et R. 2197-23 à R. 2197-25 du Code de la commande publique.

Adresse du comité consultatif compétent :

CCIRA de Nancy
Préfecture de Meurthe-et-Moselle
1, rue du Préfet Claude Érignac
54038 NANCY Cedex

Adresse du médiateur des entreprises :

Bureau des développements Numériques
98-102 rue de Richelieu
75002 PARIS

Sites Internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

<https://www.justice.fr/fiche/litige-administration-saisir-defenseur-droits>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

DIR Est

Bureau du Contentieux et des Affaires Générales

10-16 promenade des Canaux

BP 82120

54021 NANCY Cedex.

[Courriel : bcag.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr](mailto:bcag.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr)

ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence **2025_JOINTS_CHAUSSEES**. ~~«2025 – Remplacement et réparation de joints de chaussée».~~

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les opérateurs économiques ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Passé le délai indiqué *supra*, la date limite de remise des plis pourra ne pas être prolongée et les réponses aux questions pourront ne pas être apportées aux opérateurs économiques.